

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025

Février 2025

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux chefs d'entreprises et d'établissements de la région Pays de La Loire qui participent à cette enquête annuelle sur le bilan et les perspectives d'activité, dans les secteurs de l'industrie, des services marchands et de la construction.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	8
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	11
MÉTHODOLOGIE	14
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	15
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

Contexte national : l'économie française face à l'incertitude politique et économique

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique, crise inflationniste), l'économie mondiale a résisté en 2024 et l'inflation a continué de refluer. Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2025](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,2 % en 2024. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,8 % en 2024, après une hausse de 0,4 % en 2023.

En France, sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance du PIB s'établit à 1,1 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister malgré le choc inflationniste des dernières années et dans un contexte d'incertitude politique et de haut niveau de déficit public. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication ainsi que dans les services aux entreprises et aux ménages. Ces secteurs ont fortement bénéficié d'un effet J.O.P. de Paris dont on estime l'impact macroéconomique à +1/4 point de croissance au troisième trimestre avec un contrecoup négatif au quatrième trimestre. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a connu une baisse en 2024, les sous-secteurs des biens d'équipements et surtout des matériels de transport ont subi une importante diminution de leur valeur ajoutée. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2024 ; pour la première fois depuis plus de 50 ans les ventes et les prix baissent simultanément deux années de suite, dans un contexte de taux d'emprunt élevés.

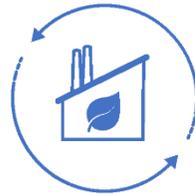
Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2024, l'activité resterait ralentie en 2025 avant de se raffermir ensuite. En 2025, la demande intérieure serait affectée non seulement par les mesures de consolidation budgétaire, mais aussi par le contexte de forte incertitude qui les entoure. En 2026, la croissance annuelle rebondirait, favorisée par la détente des conditions financières. Cette détente permettrait à l'investissement privé de contribuer de nouveau positivement à la croissance et la consommation des ménages progresserait à un rythme plus soutenu. En 2027, la croissance annuelle serait proche de celle de 2026.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Le marché du travail commencerait à entrer dans une phase transitoire de ralentissement, concentrée sur l'année 2025. Le taux de chômage atteindrait un pic inférieur à 8 % en 2025 et en 2026, avant de repartir à la baisse dans le sillage de la reprise de l'activité.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,4 % en 2024 et 1,6 % en 2025. Sur l'horizon de prévision, l'inflation s'inscrirait durablement en dessous de 2 %. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2 %.

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a entamé une phase d'assouplissement monétaire. En janvier 2025, le taux de dépôt a reculé de 0,25 point de pourcentage pour atteindre 2,75 %.** Il s'agit de la cinquième baisse des taux directeurs depuis juin. Les taux ont reculé au total de 1,25 point de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

Chiffres clefs



Chiffre d'affaires

2024 : -1.1%

2025 : +2.2%

Effectifs

2024 : +0.1%

2025 : 0%



Chiffre d'affaires

2024 : +1,9%

2025 : +3,9%

Effectifs

2024 : +1,5%

2025 : +1,4%



Production totale

2024 : +0,9%

2025 : +0,3%

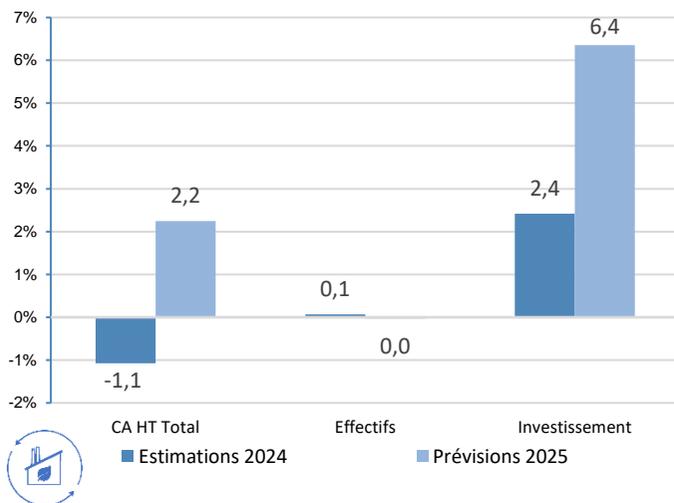
Effectifs

2024 : -0,8%

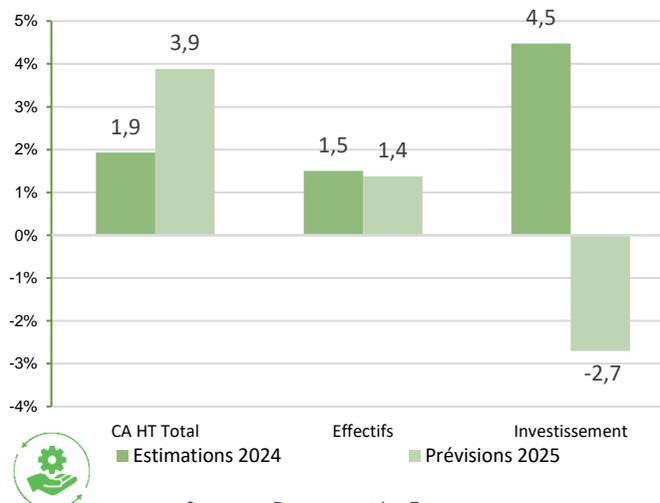
2025 : +0,9%

Situation régionale

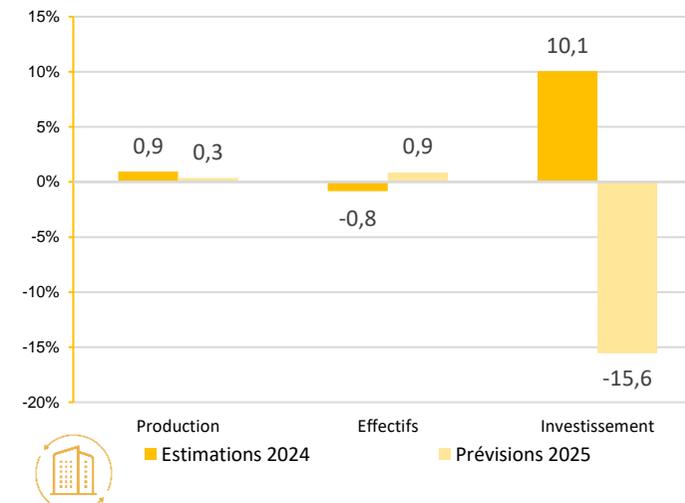
Évolution de l'activité dans l'industrie



Évolution de l'activité dans les services marchands



Évolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

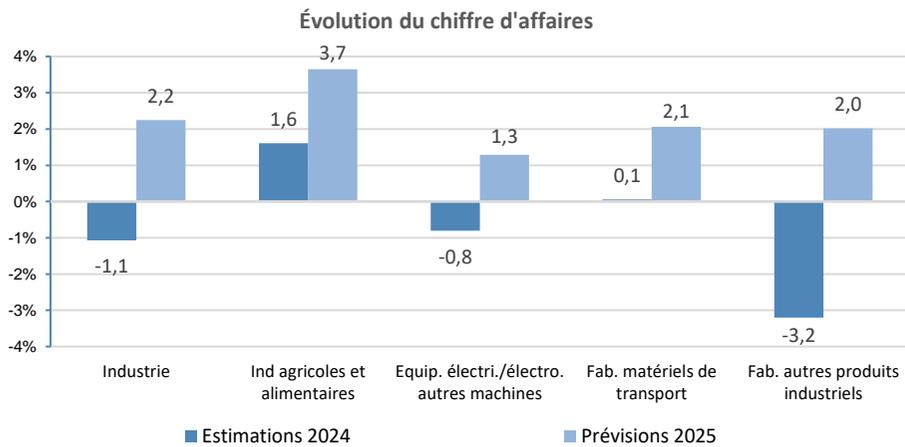
En 2024, l'économie des Pays de la Loire fait preuve de résilience dans un contexte de forte incertitude liée au contexte géopolitique français et international. Si, dans l'industrie et les services marchands, les niveaux d'activité sont plus faibles que les prévisions exprimées en début d'année, la situation est inverse dans la construction. A noter que, pour les trois secteurs étudiés, les évolutions sont divergentes selon les branches. Les rentabilités ont été impactées par la hausse des salaires et les difficultés d'augmenter les prix. Confiants dans leur entreprise, les dirigeants ont continué à investir tout en faisant preuve d'un certain attentisme pour bénéficier de taux plus favorables, possibles grâce à l'atteinte d'un niveau d'inflation désormais proche de la cible des 2%.

En 2025, les dirigeants des entreprises prévoient que l'activité continuera de résister mais toujours dans un climat d'incertitude nationale, européenne et mondiale. Les investissements seraient plutôt orientés vers la modernisation des équipements (numérisation, digitalisation, IA...) pour faire face aux enjeux notamment de cyber sécurité, de compétitivité et de décarbonation.



Synthèse de l'Industrie

En 2024, les entreprises industrielles de la région évaluent le recul de leur activité à 1,1%. Les effectifs se sont stabilisés. Les chefs d'entreprise anticipent un léger rebond d'activité de 2,2% en 2025.

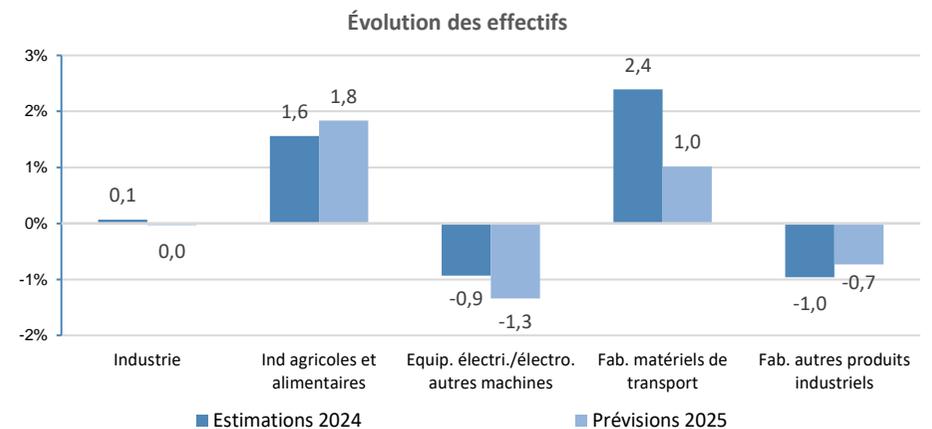


En 2024, l'activité dans l'industrie, qui représente 16% de la valeur ajoutée de la région des Pays de la Loire, a enregistré un recul de 1,1%. Les évolutions selon les branches sont toutefois divergentes.

En 2025, toutes les filières seraient concernées par un regain d'activité.

En 2024, les évolutions concernant les effectifs sont différentes suivant les branches. Seules les industries agroalimentaires et de fabrication de matériels de transport ont recruté.

Pour l'année 2025, les embauches prévues seraient une nouvelle fois concentrées dans les deux mêmes filières qu'en 2024.



Source Banque de France – INDUSTRIE



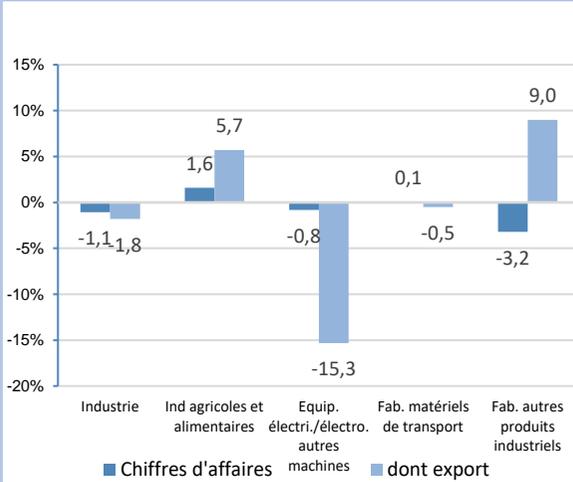
22,3%

Poids des effectifs de l'industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

La situation est hétérogène selon les branches. L'agroalimentaire et le matériel de transport se tiennent tandis que les équipements électriques-électroniques/autres machines ainsi que les autres produits industriels enregistrent une baisse d'activité.

Recul de l'activité en 2024

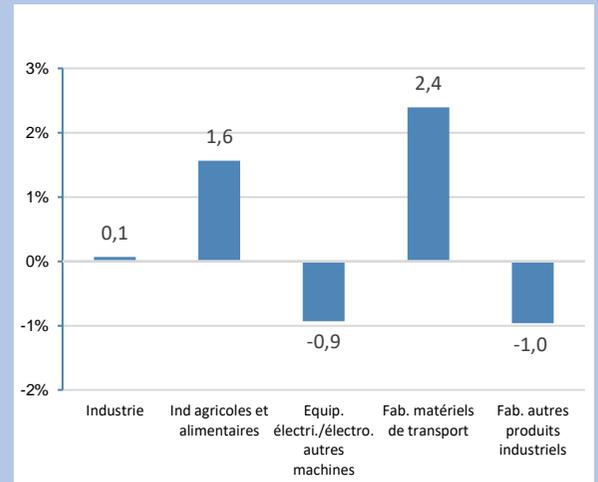


Effectifs

Les effectifs se sont globalement stabilisés en dépit des difficultés à recruter du personnel qualifié sur des profils très spécifiques.

Le recours à l'intérim a par contre été revu à la baisse excepté dans l'industrie agroalimentaire.

Stabilité des effectifs

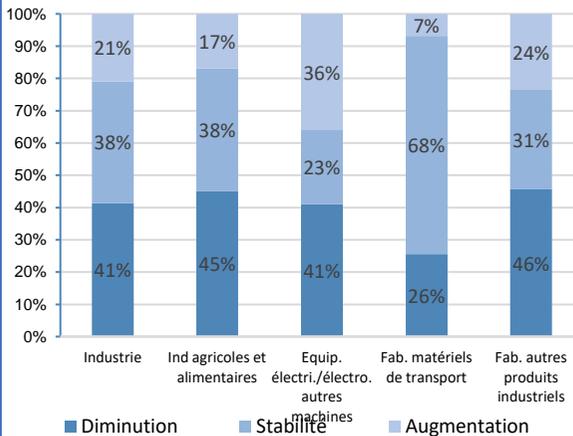


Bilan 2024

Les rentabilités se fragilisent

59% des chefs d'entreprise déclarent que la rentabilité de leur entreprise s'est stabilisée ou a augmenté en 2024 alors qu'ils étaient 74% à le mentionner fin 2023. Trois sous secteurs sur 4 connaissent la même évolution.

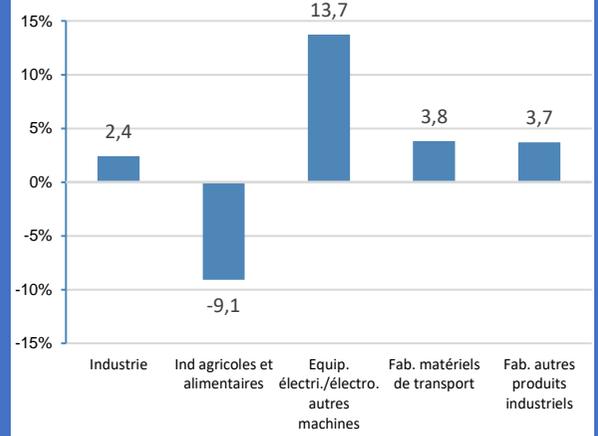
Rentabilité



L'investissement n'a que peu progressé

Après trois années de hausse, les investissements se stabilisent globalement. Les branches des équipements électriques-électroniques/autres machines et industries de l'agroalimentaire évoluent en sens opposé.

Investissements

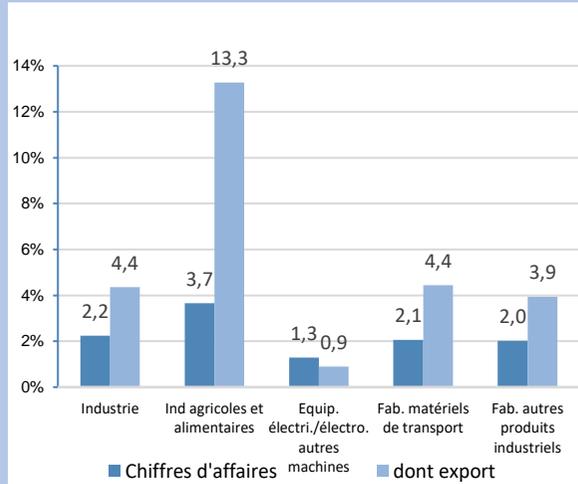




22,3%

Poids des effectifs de l'industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



Les chefs d'entreprise anticipent un léger rebond d'activité sans effectif supplémentaire.

Toutes les branches seraient concernées par cette évolution mais les équipements électriques-électroniques/autres machines et les autres produits industriels le seraient avec un repli des effectifs.

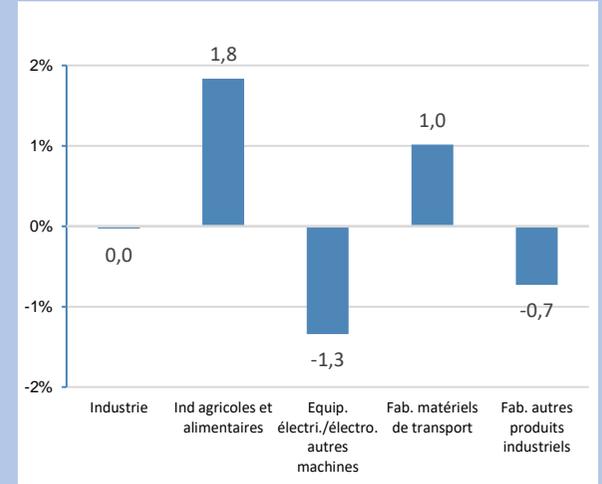
Rebond attendu pour 2025

Effectifs

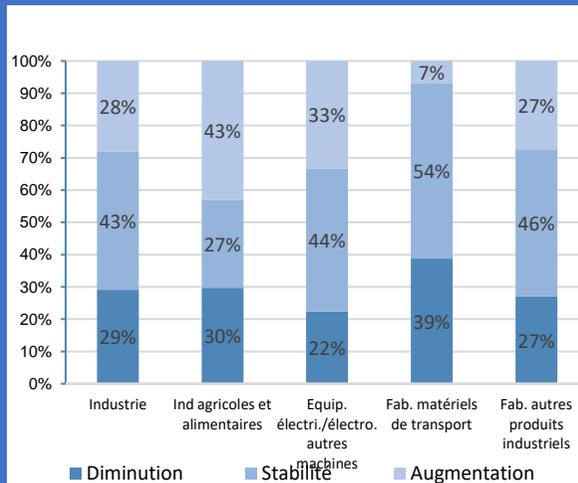
Des recrutements seraient prévus notamment dans les branches de l'industrie agroalimentaire et de la fabrication de matériels de transport.

Par ailleurs, le recours à l'intérim devrait être réduit dans toutes les filières.

Une stabilité des équipes est attendue



Perspectives 2025



La rentabilité serait préservée

Une assez large majorité d'entreprises anticipe au moins un maintien de leur rentabilité. Les industriels de la fabrication de matériels de transport sont plus nombreux à anticiper une dégradation de leurs marges.

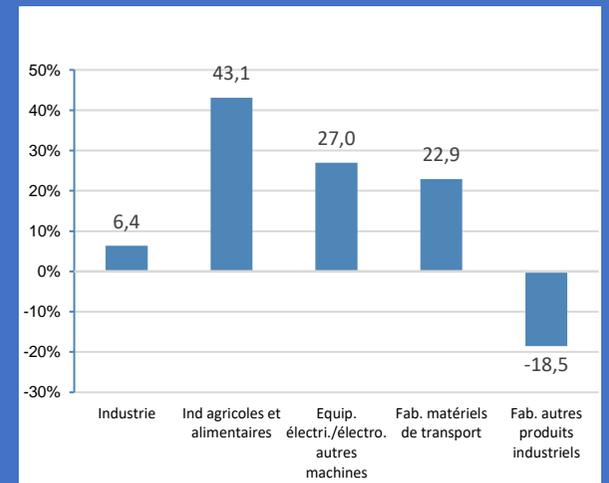
Rentabilité

Une hausse des investissements est attendue en 2025

Les industriels envisagent globalement de poursuivre leurs efforts d'investissement. La situation est toutefois contrastée entre les branches.

Une part significative des investissements serait consacrée à la modernisation de l'outil productif.

Investissements

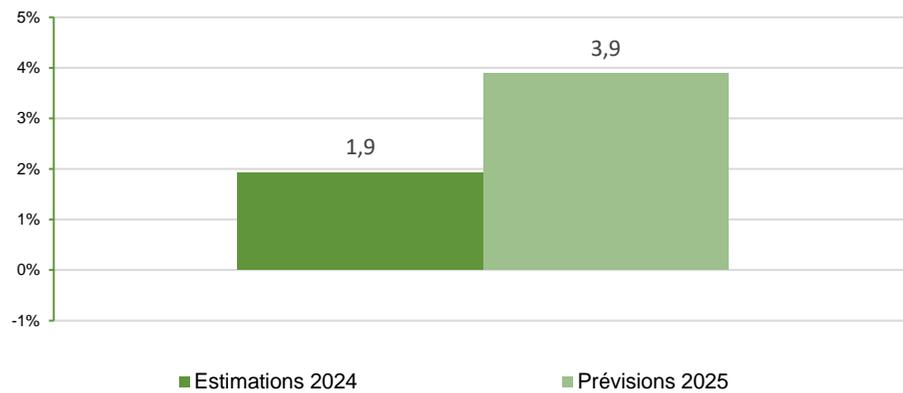




Synthèse des services marchands

Dans les services marchands, le chiffre d'affaires a augmenté modérément (+1,9%). Des recrutements ont été opérés (+1,5%) avec un moindre recours à l'intérim. Pour 2025, les chefs d'entreprise prévoient une nouvelle progression de leur activité et des effectifs.

Évolution du chiffre d'affaires



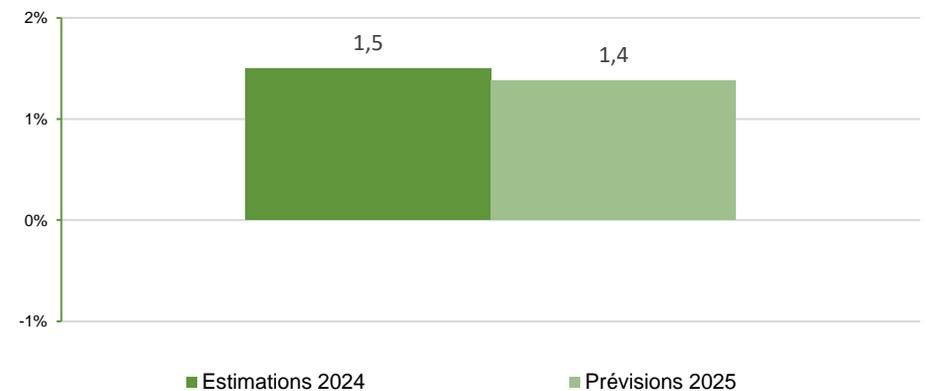
Dans l'ensemble, les effectifs des services marchands de la région se sont légèrement étoffés (+1,5%). Les difficultés de recrutement se sont atténuées au second semestre et le recours à l'intérim a été réduit.

Les chefs d'entreprise envisagent de poursuivre leurs embauches en 2025 (+1,4%).

En 2024, l'activité dans les services marchands, secteur qui représente 62% des entreprises des Pays de la Loire, a enregistré une croissance de 1,9%. La branche information-communication a été la plus dynamique.

Pour 2025, une nouvelle progression du chiffre d'affaires est anticipée dans toutes les filières.

Évolution des effectifs





53,3%

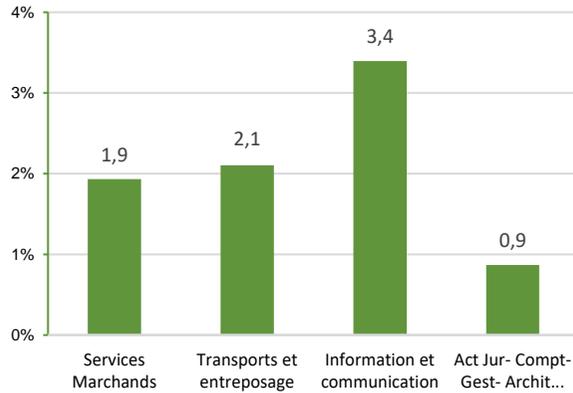
Poids des effectifs des services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires

En 2024, l'activité enregistre une hausse de 1,9%.

L'augmentation est portée par l'entreposage, les activités comptables et juridiques et les activités de conseil en informatique. Par contre, l'activité ingénierie affiche un repli sensible.

En 2024, le chiffre d'affaires dans les services marchands est en progression

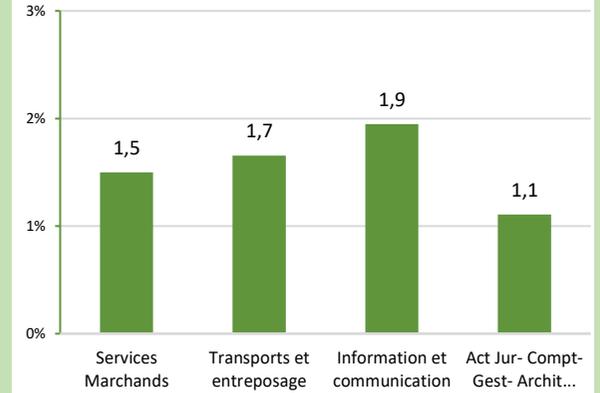


Effectifs

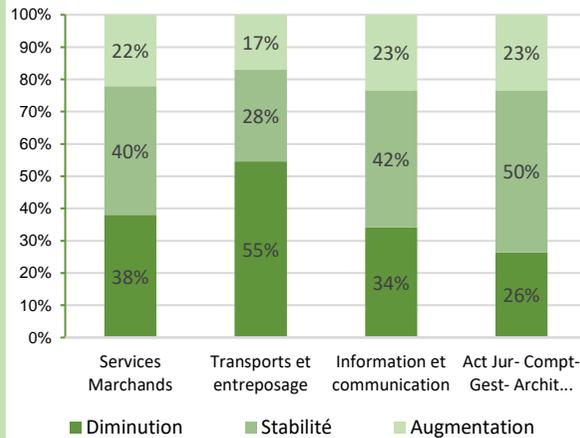
Tous les secteurs ont recruté sans pour autant satisfaire pleinement les besoins des entreprises.

Les entrepreneurs continuent de signaler des difficultés à recruter notamment dans le secteur du transport.

Les effectifs se sont renforcés en 2024 en Pays de la Loire



Bilan 2024



La hausse des coûts se poursuit en 2024 et affecte la rentabilité

Une large majorité de chefs d'entreprise ont constaté une stabilisation ou une dégradation de leur rentabilité en 2024.

Cette observation est davantage prononcée dans la branche des transports et entreposage qui subit de fortes pressions sur les prix.

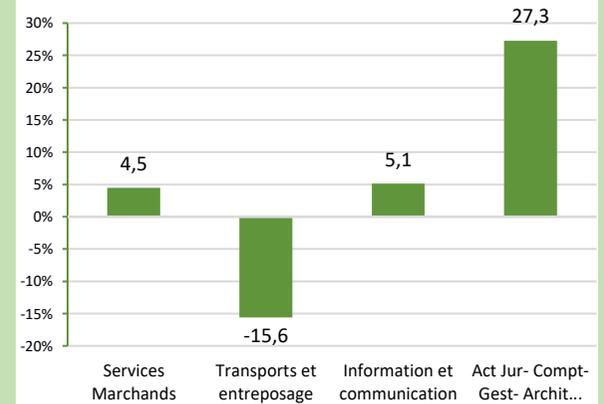
Rentabilité

Les investissements se sont poursuivis en 2024

En 2024, les investissements ont progressé, contrairement aux prévisions qui annonçaient une baisse sensible.

Toutes les branches ont été concernées, sauf celle des transports et entreposage.

Investissements





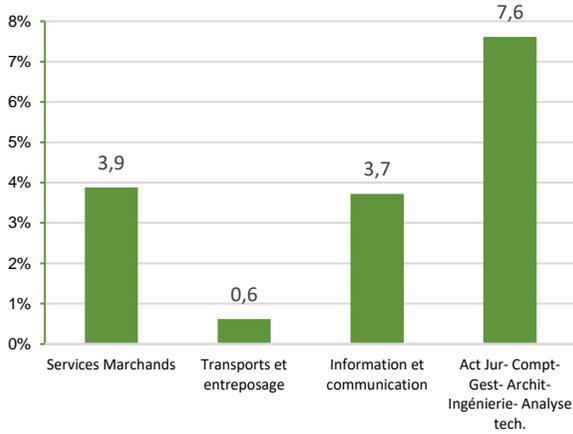
53,3%

Poids des effectifs des services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires

Le niveau d'activité est attendu en hausse dans les services marchands. Dans la branche transports et entreposage, il n'évoluerait qu'à la marge, en lien avec le ralentissement économique. En revanche, dans la branche des activités spécialisées, une forte croissance est attendue.

Augmentation du chiffre d'affaires en 2025

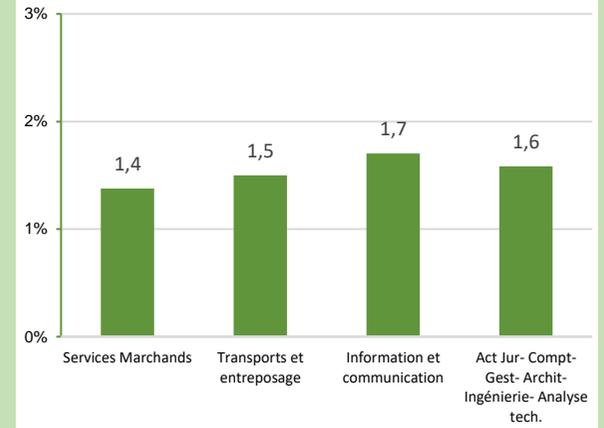


Effectifs

Les effectifs continueraient de progresser mais modérément.

Le personnel intérimaire accuserait lui un recul significatif dans deux branches : Transports et entreposage et, de manière très prononcée, dans les activités spécialisées.

Les chefs d'entreprise prévoient d'accroître leurs effectifs



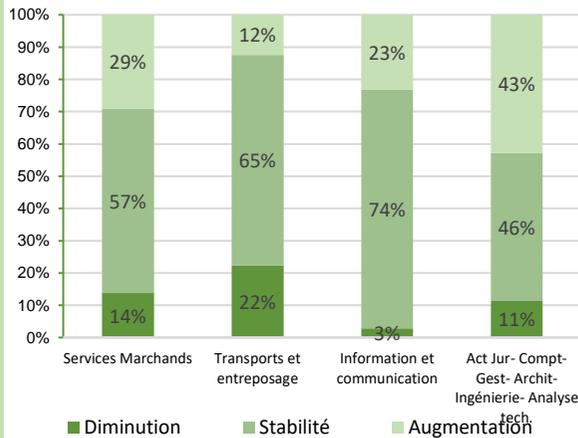
Perspectives 2025

Peu de baisse de la rentabilité prévue

Les dirigeants s'attendent, à une petite majorité (57%), à un maintien de la performance de leurs sociétés en 2025.

La filière des activités spécialisées se démarque par un optimisme marqué (31 points de solde d'opinion positif) pour le prochain exercice.

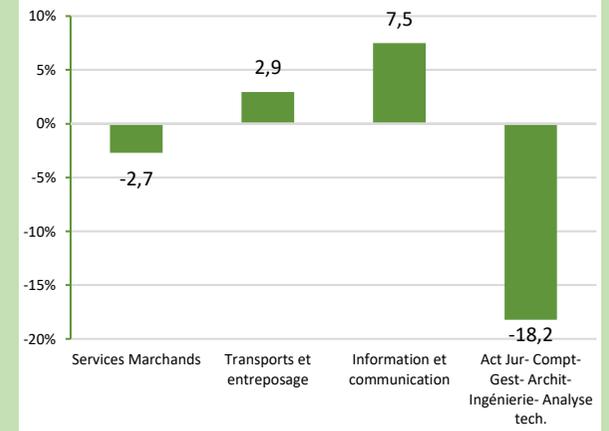
Rentabilité



La période d'incertitude impacte négativement les investissements

Un retour de l'investissement est prévu, après une année 2024 en fort repli, dans la branche transports et entreposage. La filière des activités spécialisées devrait quant à elle connaître une forte baisse de ses investissements par rapport à ceux, importants, du dernier exercice.

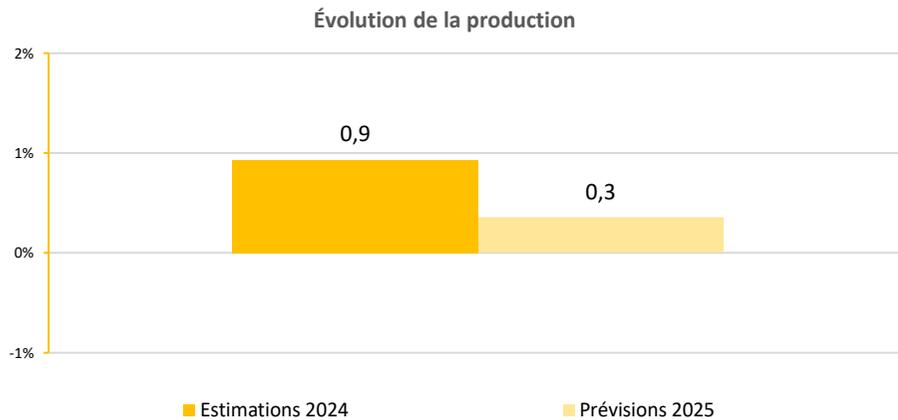
Investissements





Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

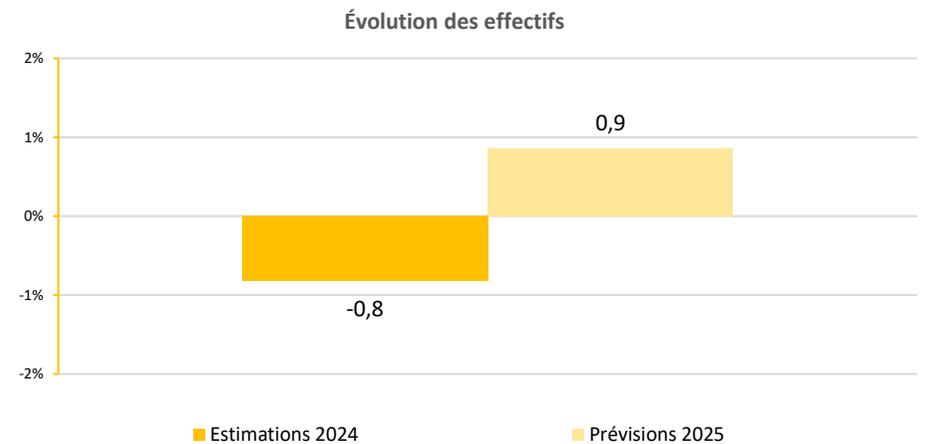
En 2024, la production des entreprises du secteur de la construction a résisté grâce au second œuvre. Les effectifs se sont légèrement repliés. 2025 ne serait pas marquée par une reprise.



La production du secteur affiche une quasi-stabilité en 2024. Seul le second œuvre a enregistré une hausse.

Les perspectives pour 2025 restent très prudentes.

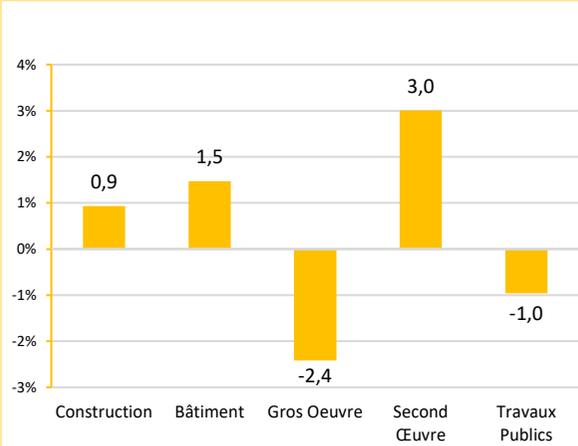
Face à un marché atone en 2024, les effectifs n'ont pas été renforcés.
Pour 2025, les chefs d'entreprise prévoient quelques embauches.





8,9%

Poids des effectifs de la construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

La production a globalement résisté.

La situation est toutefois contrastée entre les branches. Le second œuvre affiche une progression alors que le gros œuvre et les travaux publics sont en repli.

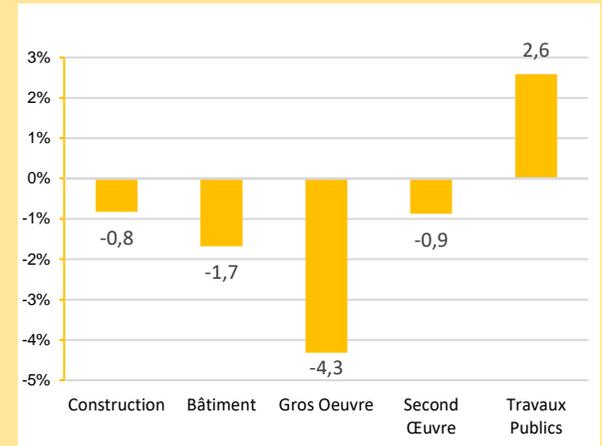
Croissance très modeste de la production

Effectifs

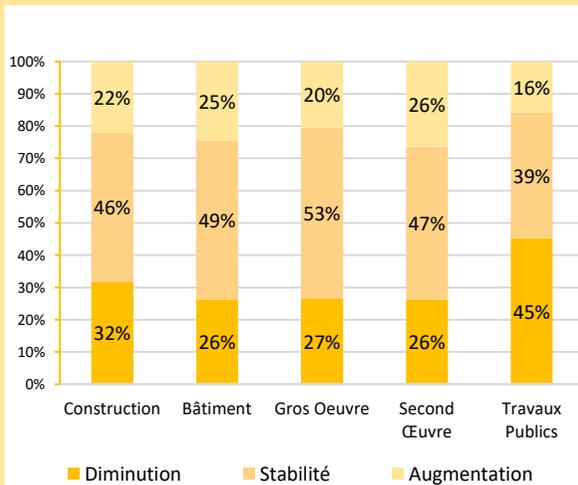
Le secteur n'a globalement pas créé d'emplois en 2024 sauf dans les travaux publics.

Les effectifs du gros œuvre ont été adaptés au resserrement de l'activité.

Effectifs en léger repli



Bilan 2024



Les marges se sont globalement maintenues

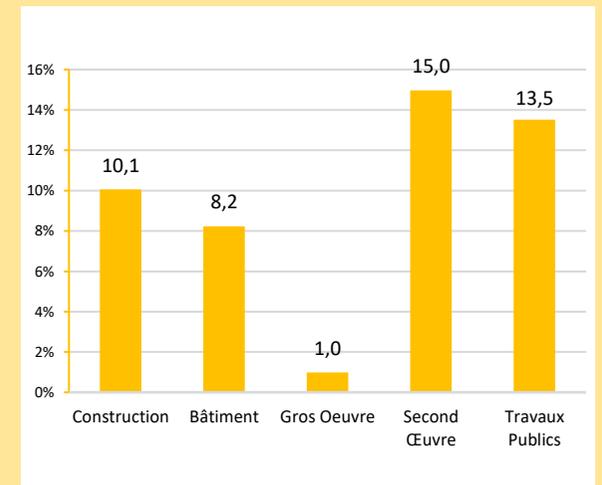
Malgré la hausse des charges d'exploitation, 68% des acteurs du secteur de la construction estiment que leur rentabilité s'est maintenue ou améliorée.

Rentabilité

Belle dynamique des investissements

Ce sont les branches du second œuvre et des travaux publics qui ont porté les investissements. Les équipements ont davantage été renouvelés en 2024 qu'en 2023 (ex : échafaudages électroportatif, matériel de chantier).

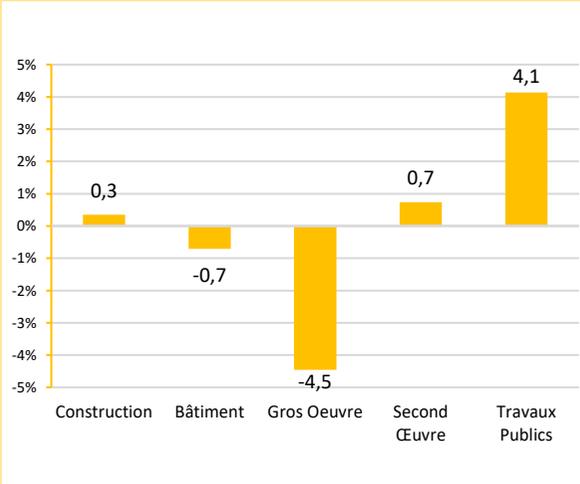
Investissements





8,9%

Poids des effectifs de la construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

L'activité dans la construction ferait preuve de résilience pour l'année 2025 avec néanmoins des contrastes sectoriels.

Les travaux publics sont attendus en progression tandis que le bâtiment afficherait une légère baisse liée aux difficultés du gros œuvre.

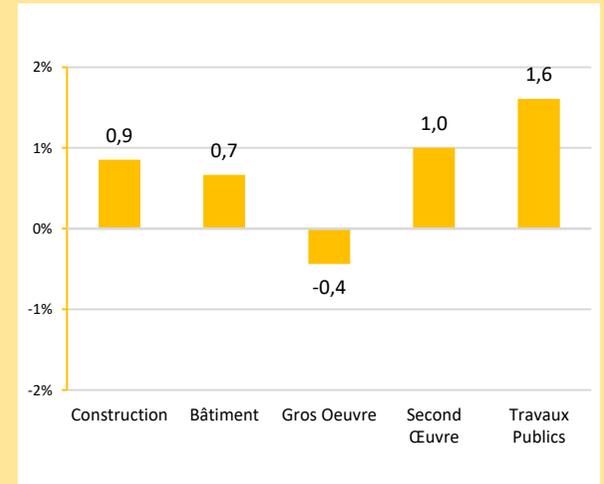
Pas de reprise globale en 2025

Effectifs

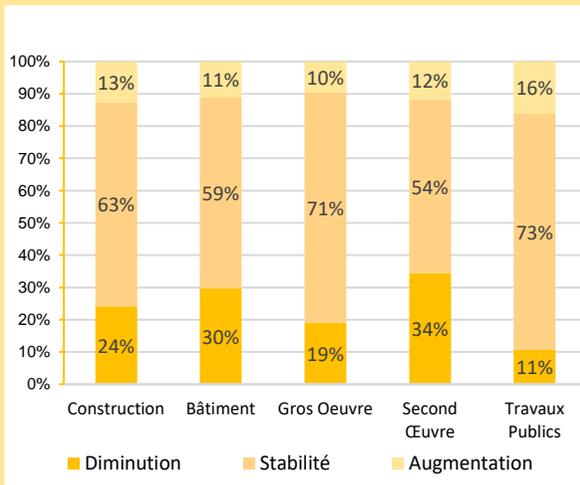
Globalement, les chefs d'entreprise prévoient un timide renforcement des effectifs.

Seul le gros œuvre s'attend à une légère diminution du fait, à nouveau, d'un moindre recours aux intérimaires.

Petite hausse attendue des effectifs



Perspectives 2025



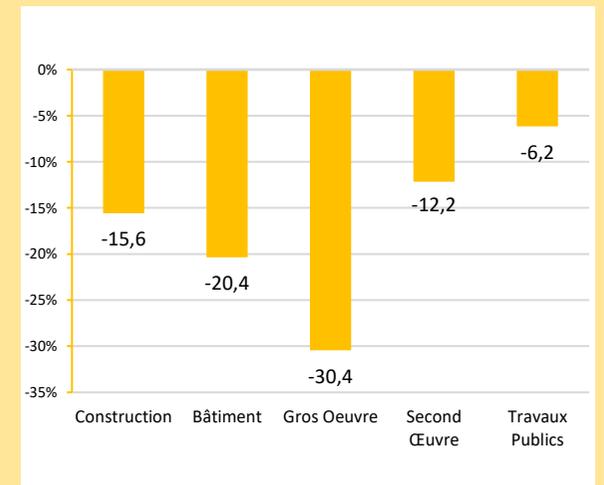
Maintien global des rentabilités en 2025

Les rentabilités devraient rester stables en 2025 pour plus de 60% des chefs d'entreprise. Seuls 13% d'entre eux anticipent une hausse contre 24% qui prévoient une diminution.

Rentabilité

Net repli des investissements prévu en 2025

Les entreprises du secteur réduiraient leurs programmes d'investissements pour 2025 compte tenu des carnets de commandes qui se sont contractés et du climat d'incertitude global.



Investissements



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2023-2024-2025).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux chefs d'entreprises et d'établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

1 465 entreprises nous ont répondu. Elles représentent un effectif global de 212 288 personnes et un chiffre d'affaires global de 50 474 M€.

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023	
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS
Total Industrie	645	129 541	229 265
Ind Agricoles et Alimentaires	80	30 752	48 731
Equip. électriques -électroniques/ Autres machines	108	23 149	37 576
Fab. Matériel de transport	31	21 088	33 414
Fab. Autres produits industriels	426	54 552	109 544

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023	
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS
Total Services Marchands	468	57 182	235 765
Transport et entreposage	139	20 689	63 867
Information et communication	49	8 944	38 974
Act. Jur., compt., gest., architecture ...	201	24 069	109 071

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023	
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS
Total Construction	352	25 565	102 442
Bâtiment	282	17 969	81 991
Gros oeuvre	84	5 254	19 052
Second oeuvre	198	12 715	62 939
Travaux publics	70	7 596	20 451

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

14 rue LA FAYETTE CS 20725 - 44007 - NANTES CEDEX 1

 **02.40.12.32.04**

 **0589-per-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Florent LIGERON, Directeur des Affaires Régionales

Sandrine GUEVEL, Responsable du Pôle Économique Régional

Directeur de la publication

Simone KAMYCKI, Directrice Régionale